

Québec : libération nationale, émancipation sociale, indépendance de classe - Une contribution au débat

mercredi 8 octobre 2014, par [BONHOMME Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 7 juin 2014).

Sommaire

- [L'oppression nationale est \(...\)](#)
- [Les deux solitudes : nationali](#)
- [La trop brève, puis récupérée](#)
- [De la mobilisation à l'affront](#)
- [De victoire morale en défaite](#)
- [Une lutte de classe sous-jacen](#)
- [L'indépendance au temps de \(...\)](#)
- [La question d'un million \(...\)](#)
- [ANNEXE 1 : Le premier siècle](#)
- [ANNEXE 2 : Jours-personnes \(...\)](#)

Contribution au débat sur la pertinence de l'indépendance nationale

Pour joindre libération nationale et émancipation sociale manque un troisième joueur : l'indépendance de classe

Dans un souci de concentrer la pensée dans un texte le plus court possible, je distingue l'histoire vivante des relations entre libération nationale, émancipation sociale et indépendance de classe, c'est-à-dire celle dont se souviennent les plus vieux militants ayant connu le gouvernement de l'Union nationale, de l'histoire ancienne, depuis la fondation de la Confédération jusqu'à la fondation de l'Union nationale en 1936, reléguée à l'annexe 1. De plus, les explications supplémentaires et commentaires, tout comme les références, se retrouvent dans les notes en fin de texte. Un clic permet d'y accéder et un autre d'en revenir.

La défaite péquiste traîne derrière elle son cortège de pleureurs et de déprimés analystes de la fin de l'histoire du peuple québécois. Projet de la génération soixante-huitarde, l'indépendantisme aurait été rejeté par la génération précédente du conservatisme canadien-français et par la suivante de l'égoцентриque néolibéralisme cosmopolite, sans compter son rejet systématique par les non-francophones. Ce défaitisme signifierait-il ou que l'oppression nationale soit en voie de disparition ou que l'indépendance nationale ne soit plus la réponse stratégique pour la contrer ?

Le problème de ce pessimisme est ailleurs. Il relève de la stratégie pour la conquête de l'indépendance. L'impressionniste analyse générationnelle et ethnique ne masque-t-elle pas une jonction jamais faite, et inavouable par les faiseurs d'opinion de ce monde car il faudrait poser l'enjeu des rapports de classe, soit celle entre la question nationale et la question sociale à l'intersection de laquelle on trouve les puissances de l'« Argent » ? Et quel est le secret de cette jonction si ce n'est que le très majoritaire prolétariat fasse de la politique selon ses intérêts tant immédiats qu'historiques. L'indépendance de classe est la clef de la jonction de l'indépendance

nationale et de l'indépendance face au capital.

L'évocation historique de deux événements sportifs, ou plutôt politico-sportifs, à plus de quarante d'intervalle mais intimement liés constate l'échec de cette jonction. L'émeute du Forum en 1955 [1] ne signifiait-elle pas, par la figure emblématique de Maurice Richard, cette espérance, qui paraissait alors inatteignable, de fusion de la résistance à l'oppression et de celle à l'exploitation ? Les très longs applaudissements à son égard, lors du dernier match au Forum en 1996 [2], n'étaient-ils pas un écho de cet espoir frustré après l'échec crève-cœur du référendum de 1995 marquant la fin de la seconde période commencée en 1960 avec la mal nommée Révolution tranquille ? N'est-ce pas cette jonction qu'il faut enfin réaliser en troisième (et finale ?) période si on ne veut pas que le projet indépendantiste ne soit pas relégué au musée de l'histoire ?

L'oppression nationale est devenue l'éléphant dans la pièce

L'usage du français est en recul même à la maison [3]. L'intensité du *Quebec bashing* crée les conditions idéologiques pour une tentative d'assassinat de la Première ministre péquiste nouvellement élue [4]. La porte de la réforme du système fédéral pour reconnaître l'existence nationale québécoise est fermée à double tour : il n'y a aucune possibilité [5] ni volonté [6] de modifier une constitution à laquelle le Québec n'a pas adhéré. Les référendums sur l'autodétermination sont pratiquement devenus illégaux [7]. L'affaiblissement démographique [8] et économique [9] du Québec dans la Confédération effrite à ce point son rapport de force que l'axe Toronto-Calgary a remplacé celui Toronto-Montréal comme son épine dorsale économique et politique. En a résulté des bases économiques et sociales d'un Canada rentier [10] et réactionnaire [11]. Le Canada est devenu le cancre écologique du monde [12].

Les fédéralistes ont toujours pensé que la question nationale n'existait pas ou qu'elle était à la marge, gérable au sein du giron confédératif. Il est plus inquiétant de voir la jeunesse altermondialiste et même anticapitaliste [13] se rallier à cette opinion en faisant de la lutte des 1% contre les 99% un combat de classe pur sans médiation nationale comme si les frontières n'existaient plus. Cette jeunesse issue du Printemps érable, et même de la grève étudiante de 2005, a tendance à jeter l'eau sale péquiste avec le bébé national. Avec un souvenir diffus si ce n'est absent du référendum de 1995, la dernière grande bataille nationale, équipée de cours d'histoire exsangues particulièrement du point de vue national, conscient de la montée altermondialiste du début de ce siècle comme réponse globale au marché mondial faisant fi des luttes nationales sauf celles aborigènes amalgamées avec la lutte écologique, et constatant l'actuelle montée de l'ultra-nationalisme presque partout sur la planète, la jeunesse a acquis une conception ringarde ou pire encore de la lutte pour l'indépendance nationale.

La bourgeoisie canadienne [14] et même celle mondiale [15] ne font pas une telle erreur d'appréciation. Elles ont compris que le tendon d'Achille du pouvoir bourgeois au Canada est la possibilité réellement existante du peuple québécois d'en briser la base territoriale, ce à quoi aucun autre collectif national ou social, y compris la mythique classe ouvrière, ne peut raisonnablement prétendre. Pour elles, le référendum de 1995 reste un cauchemar. Si les tenants de l'altermondialiste confondent sens politique avec lutte eschatologique des multitudes sans frontières contre le capital, la bourgeoisie canadienne a gardé le sens stratégique du maintien de son hégémonie en s'alliant avec « son » prolétariat et les autres nations et nationalités opprimées contre le peuple québécois.

Le défi des anticapitalistes canadiens et québécois est de la rompre en construisant une contre-hégémonie pour renverser le pouvoir bourgeois. Il appartient aux anticapitalistes canadiens de

mettre le soutien à la lutte pour l'indépendance du Québec au centre des préoccupations stratégiques du mouvement populaire canadien-anglais [16]. Au Québec, cette construction passe par la jonction de la lutte pour la libération nationale à celle pour l'émancipation sociale, pour employer la formule de Paul Rose, ce pour quoi il faut que le prolétariat conquiert son indépendance politique face aux partis bourgeois et petit-bourgeois. C'est vers cette jonction que tend, depuis la fondation de la Confédération canadienne en 1867 sur le dos de la défaite des Patriotes de 1837-1838, le peuple québécois [17].

Les deux solitudes : nationalisme catho et stalinisme anti-national

En première période, dans le contexte de la profonde crise économique de 1929, la très conservatrice et nationaliste Union nationale (UN) de Maurice Duplessis [18] a damé le pion à la confuse Action libérale nationale [19] au milieu des années 30, écartelée qu'elle était entre la question nationale, confinée à l'autonomisme, et celle sociale, balisée par la doctrine sociale de l'Église catholique [20]. Son conservatisme anti-communiste écarta l'Union nationale du gouvernement [21] durant l'antifasciste Deuxième guerre mondiale au profit des Libéraux d'Adélard Godbout [22], précurseurs réformateurs de la Révolution tranquille mais filiale du Parti libéral fédéral qui imposa la conscription contre la volonté du peuple québécois [23]. Surfant sur la sur la mobilisation contre la conscription, l'Union nationale revint sur le devant de la scène à la fin de la guerre, marginalisant le tout aussi confus Bloc populaire [24].

Côté social, en parallèle et après la mobilisation anti-conscription se déployèrent de nombreuses et dures grèves durant la Deuxième guerre [25] et dans l'après-guerre [26]. Les complétèrent la lutte contre la crise du logement de l'immédiat après-guerre [27] et celle contre les armes atomiques [28]. Leur firent écho des mobilisations des milieux intellectuels et artistiques avec Cité libre [29] et le Refus global [30]. Le nationalisme resté traditionnel des chefs anti-conscriptionnistes, malgré l'influence des ex-dirigeants de l'Action libérale nationale [31], n'a pas convergé avec l'économisme des chefs de file grévistes lesté par un stalinisme qui n'avait que faire de la question nationale (et de celle des femmes) [32]. Ces mobilisations de part et d'autres n'arrivèrent pas à combler le gouffre entre libération nationale et émancipation sociale.

La trop brève, puis récupérée, irruption politique du prolétariat

En deuxième période, dans le cadre de la prospérité des « trente glorieuses » (1945-1975) [33] coupant les racines rurales d'un Québec devenu pleinement industrialisé et urbanisé, le PQ parut d'abord surmonter tant le dilemme national entre autonomie et indépendance que celui social entre la droite et la gauche. S'appuyant tant sur l'émergent et alors confiant Québec Inc. que sur la vague mobilisatrice, à la fin des années 60, surtout prolétarienne [34] mais aussi linguistique [35], il se déclara souverainiste avec un « *préjugé favorable aux travailleurs* » [36]. Cette apparente clarté lui valut une majorité parlementaire rapide. Encore plus rapidement revint la confusion. La question alambiquée du référendum de 1980, fille de l'étapisme [37], révéla un PQ plus associationniste qu'indépendantiste en diapason avec un Québec Inc. effarouché par tant par la combativité prolétarienne que par les nuages sombres de la grande crise de l'État providence annonçant l'ère néolibérale [38]. Le coup fourré de 1982 [39] contre le secteur public, déclaration de guerre néolibérale contre le peuple québécois par son gouvernement national, enterra à jamais l'illusion d'un PQ de gauche, au discours près.

Qu'a été le PQ sauf une version aboutie du Bloc populaire délesté des oripeaux ecclésiiaux et ruraux ? Certes, l'élan péquiste ne s'est pas enlisé au départ. Il a vite conquis la majorité

parlementaire provinciale en 1976... pour mieux ensuite s'enliser. Il a dû son succès relatif à la vitalité du nouveau prolétariat soixante-huitard qui a cogné à la porte du double pouvoir en 1972 dans le cadre d'une grève que l'on qualifierait aujourd'hui de sociale [40]. Le PQ est né de la fesse nationaliste des Libéraux au moment où la « révolution tranquille » petite-bourgeoise (1960-1966) [41], modernisant tant le cadre étatique que l'idéologie dominante, se transformait en sa version prolétarienne (1966-1976) [42], voulant la libération nationale et l'émancipation sociale du peuple québécois, mais sans direction politique propre.

Profitant de l'erreur stratégique des forces dirigeantes de la révolution tranquille prolétarienne d'entreprendre la bataille sans s'être dotées de leur instrument politique conjuguant émancipation sociale et libération nationale [43], l'aile la plus nationaliste des Libéraux se constitua en « parti québécois » pour leur tirer le tapis de dessous les pieds. Ce nom même signifiait la volonté de masquer l'antagonisme de classe, alors préminent, au profit de l'unité nationale contre le fédéral. En même temps, le nouveau parti contournait puis absorbait un Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) [44] jugé trop radical par la bourgeoisie de par le fait même de son projet clairement indépendantiste lourd de potentiels débordements révolutionnaires mais qui contradictoirement restait nationaliste ou tout au moins ambigu par rapport à la question de la lutte de classe — le « rassemblement... » de qui « ...pour l'indépendance nationale » [45].

Le PQ a surfé la vague un moment quasi révolutionnaire, tout en se distanciant à son profit du cul-de-sac de la stratégie terroriste, revers de la médaille de l'absence d'un parti révolutionnaire crédible, culminant dans la Crise d'octobre (1970) [46]. Il put ainsi plus facilement canaliser la révolution tranquille prolétarienne dans le cul-de-sac électoraliste rendu viable par l'étapisme instaurant le contradictoire « *bon gouvernement* » [47] dont la pointe fut la encore plus contradictoire « *gouvernance souverainiste* » [48]. Avec sa « souveraineté-association » [49] se substituant à l'indépendance nationale, avec son « préjugé favorable aux travailleurs » remplaçant le programme social-démocrate du RIN, le PQ fit se saborder un RIN à la recherche de raccourcis électoralistes et surtout peu convaincu et convainquant de la dimension d'émancipation sociale inhérente à celle de libération nationale.

Le RIN avait emprunté au Parti socialiste du Québec (PSQ) [50], scission dissidente du nouveau NPD fédéral fondé en 1963, son programme social, ayant compris que la nombreuse jeunesse *baby-boomer* ne carburgerait pas au nationalisme traditionnel [51]. Quant au PSQ, à l'aspiration indépendantiste de la jeunesse radicalisée contre une oppression fortement ressentie, il répondit par l'ambigu « *États associés* » [52] similaire à la souveraineté-association péquiste. Une fois le RIN digéré, la stratégie de l'étapisme péquiste prit la place d'une stratégie de libération nationale par la rue et par les urnes pourtant crédible durant la révolution tranquille prolétarienne. L'épilogue de cet échec de la gauche politique fut l'émergence des partis maoïstes, PCO et En lutte, à la fin des années 70 alors que la domination péquiste sur les mouvements national et populaire était déjà consolidée [53]. Cet épilogue se conclut par un dernier spasme en réaction à la fois à l'adaptation du PQ au néolibéralisme et aux déviations mao-staliniennes, soit le Mouvement socialiste (MS) [54].

De la mobilisation à l'affrontement des nationalismes pour cause de prolétariat absent

La crise du « beau risque » [55] du milieu des années 80, laquelle scinda momentanément le PQ, eut pu être la fin de la deuxième période n'eut été de la contre-attaque fédéraliste. Côté bâton, la Cour suprême charcuta la Charte de la langue française (loi 101) [56]. Côté carotte, une alliance de l'aile fédéraliste québécoise et de celle des régionalistes du Canada anglais, au pouvoir tant à Québec qu'à Ottawa, tentèrent une insertion du Québec dans la nouvelle constitution canadienne « dans

l'honneur et dans l'enthousiasme » [57]. Tel un boomerang, ce forcing s'acheva dans le mépris et la colère. Piqué au vif par les fédéralistes centralisateurs manipulant les dépendances et les divisions entre nations opprimées québécoise, aborigènes [58] et terre-neuvienne [59], le regroupement des gouvernements provinciaux anglophones rejeta l'Accord du Lac Meech. Suprême insulte et humiliation, la majorité du peuple anglophone rejeta l'Entente moins que minimaliste de Charlottetown lors du référendum pan-canadien de 1992 [60] rejetée aussi par le peuple québécois.

Étouffée un moment par la défaite référendaire de 1980 dans laquelle s'est engouffré, lors de la nuit des longs couteaux [61], le rapatriement unilatéral de la Constitution en 1982 et sa Charte liberticide des droits collectifs, nationaux et sociaux [62], la flamme vacillante s'embrasa de nouveau à la fin des années 1980. La riposte nationale avait commencé par des manifestations étudiantes de 1988 pour la défense de la loi 101 [63] et connut son summum lors de la St-Jean-Baptiste de 1990 le lendemain de l'officialisation de l'échec de l'Accord du Lac Meech [64].

La crise d'Oka [65] qui emboîta presque immédiatement le pas jeta une douche d'eau froide sur le bouillonnement du renouveau nationaliste pris en flagrant délit de dénigrement anti-autochtone [66] avec le concours machiavélique des fédéralistes. Pendant que ceux de Québec suscitaient une charge de la police québécoise [67] qui mit le feu au poudre tout en y laissant un mort, ceux d'Ottawa envoyèrent en première ligne un contingent québécois de l'armée [68].

Pour ensuite canaliser le choc des deux mobilisations nationales, il fallut tout l'habileté politicienne particulièrement tordue du Premier ministre Bourassa, appuyé par le chef de l'opposition Parizeau qui tend la main à « *mon premier ministre* » [69]. L'unité des frères ennemis derrière la bourgeoise désamorça la bombe populaire dans les arcanes de la Commission Bélanger-Campeau qui, après avoir consulté à tours de bras, alla s'échouer à Charlottetown [70] malgré une pétition de 700 000 noms, mais ratant l'objectif d'un million, réclamant un référendum immédiat sur la souveraineté [71].

De victoire morale en défaite stratégique

Certes, la résistance nationale, se combinant avec le rejet du parti au pouvoir suite à la grave crise économique du début des années 1990 [72], valut au PQ de l'indépendantiste pur laine et grand bourgeois Jacques Parizeau un retour au gouvernement en 1994 avec le deuxième plus important pourcentage de voix de son histoire... mais avec moins d'un point de pourcentage devant les Libéraux sans compter l'apparition de l'ADQ, un parti autonomiste ultralibéral issu aussi des Libéraux [73]. En bon parti nationaliste bourgeois, se méfiant comme la peste des grandes mobilisations populaires, le PQ avait laissé passer le moment de la grande colère anti-Meech même compromise par la crise d'Oka qu'un brin d'internationalisme aurait pu convertir en atout.

Il lui fallait dorénavant composer avec le Bloc québécois du conservateur mais populiste Lucien Bouchard vu comme le chef de file de la mobilisation anti-Meech. Le Bloc, fondé dans le feu de la crise de Meech, devint dès 1993 le plus important parti québécois au parlement fédéral... face à un retour en force des Libéraux centralisateurs [74]. Malgré les complications de l'échiquier des partis et la force toute relative du PQ, l'émotion et la mobilisation de l'Après-Meech rendaient incontournable un nouveau référendum. Pour faire oublier le tournant néolibéral de 1982, la direction péquiste, faute de réformes préparatoires comme entre 1976 et 1980, mit en scène une vaste consultation publique sans obligation de résultat. Malgré cette « Commission nationale sur l'avenir du Québec » [75] bien contrôlée, à laquelle participèrent plus de 50 000 personnes au début de l'hiver 1995, le gouvernement Parizeau ne put recréer l'esprit de Meech. Il lui fallut pactiser avec le Bloc et l'ADQ un projet de « partenariat » économique et politique Canada-Québec par ailleurs

recommandé par la Commission [76].

La défaite du bout des ongles de 1995 [77] signala la fin de la deuxième période. L'illusion vite dissipée de la victoire morale laissa place à l'ère des coupures drastiques devant créer les perdantes « *conditions gagnantes* » [78]. Dans l'ornière de la défaite, le PQ, en diapason avec les Libéraux fédéraux, rallia le mouvement syndical à l'objectif du « *déficit zéro* » lors du Sommet socio-économique de 1996 [79]. On en vit tout l'effet démobilisant lors du vote de la dite loi de la « *clarté* » [80] en 2000 sans qu'aucune riposte nationale, malgré un rejet unanime de l'Assemblée nationale, ne vint troubler la paix de la rue. On venait de planter le dernier clou dans le cercueil. Il fallut bien se rendre à l'évidence que la deuxième période s'achevait avec le camp de la libération nationale et de l'émancipation sociale qui tirait encore plus de l'arrière. Ne restait plus que la consolation d'applaudir Maurice Richard lors de la fermeture du vieux forum.

Une lutte de classe sous-jacente qui ne demande qu'à surgir en plein jour

Pourtant les mauvais sondages du début de la période référendaire n'avaient cessé de s'améliorer jusqu'au jour du référendum. Un miracle semblait s'être produit. « *[A]vec une pondération réaliste des répondants discrets, c'est qu'en tout début de campagne électorale, le OUI se situait aux alentours de 42%, c'est-à-dire qu'il recevait l'appui de tout juste 50% des électeurs francophones. Mais dès la dernière semaine du mois de septembre, le OUI amorce une remontée qui se poursuivra jusqu'au jour du vote : cette remontée a donc commencé avant la nomination de Lucien Bouchard comme négociateur en chef.* » [81]

L'auteur pense quand même que la supplantation de Parizeau par Bouchard a pu être bénéfique. On peut en douter. Les sondages à partir de la mi-octobre ne montrent pas une continuation de la remontée du oui malgré un affaiblissement du non au profit des indécis [82]. Le mythe Bouchard est une invention médiatique, qui reflète la peur bleue des deux camps, afin de masquer la réelle clef d'interprétation de la remontée des sondages :

« *En effet, jamais au cours d'une campagne politique au Québec les choses ne furent si limpides : dans le camp du NON, les forces de l'argent (chefs de grandes entreprises, milieux d'affaires, chambres de commerce, conseil du patronat, banques, capital financier, etc.) ; dans le camp du OUI, le peuple (mouvement syndical, mouvement féministe, groupes populaires, la majorité des intellectuels et des artistes, etc.). Lorsque, en début de campagne, Jacques Parizeau a dénoncé la collusion du grand patronat avec le camp du NON et le discours mesquin de certains de ses porte-parole (Beaudoin, Garcia, Dutil, etc.) qui rapetissaient le Québec souverain à la dimension d'une république de bananes, le quotidien The Gazette s'est demandé, avec une certaine anxiété, si on n'était pas en train de retourner à la lutte des classes !* » [83]

Mais ce fut un miracle passif. Il n'y eut pas de *love-out* pour compenser le *love-in* [84] illégal du camp du non. Le 24 juin 1990 était déjà loin. Même l'éphémère soulèvement après-Meech reposait essentiellement sur une forte émotion nationale loin de la soutenue mobilisation d'émancipation sociale du volet proprement prolétarien de la dite Révolution tranquille lequel féconda la montée de la libération nationale en s'y entremêlant intimement. La très minoritaire bourgeoisie rallia à elle la moitié de l'électorat d'abord grâce à l'unilatérale « *vote ethnique* » non francophone mais aussi grâce à l'attachement apeuré au statu-quo d'une proportion significative de francophones anglicisés, âgés, ruraux, fonctionnaires fédéraux même provinciaux ou tout simplement de la petite bourgeoisie à l'aise financièrement. La peur ne se vaincra, et le ralliement des non-francophones ne se fera, que par une mobilisation soutenue adossée à de fortes revendications sociales (et aujourd'hui écologiques) donnant un « *projet de société* » à l'aspiration indépendantiste.

L'indépendance au temps de l'altermondialisme... et de l'effondrement syndical

S'ouvrait la même année que la loi dite de la clarté, en 2000, la troisième période définie par l'émergence de l'altermondialisme antilibéral et écologique sur fond du nouveau cosmopolitisme de la population québécoise rangeant au musée de l'histoire les « *gens du pays* » et son bleu fleurdelisé. Le défi de la nouvelle génération consiste à redécouvrir et à redéfinir la lutte des Patriotes de l'époque du capitalisme montant et progressiste. Que signifie cette lutte à l'époque du capitalisme décadent et agonisant plongé depuis 2008 dans une crise de civilisation à dimensions économique, écologique et démocratique ? À retenir, cependant, la signification du drapeau tricolore soit l'unité pluri-ethnique du peuple dans le cadre d'une république indépendante.

La nouvelle période débutait en 2000 avec la Marche mondiale des femmes à initiative québécoise [85], annoncée par celle de 1995 et relayée en 2001 par la mobilisation du Sommet des peuples des Amériques [86] et en 2003 par la grande manifestation anti-guerre contre l'Irak [87]. Elle allait se dérouler au diapason de l'altermondialisme contre le néolibéralisme. Encore faudrait-il qu'elle s'enracine dans les contradictions sociales proprement québécoises et que le camp libérateur se dote, cette fois-ci, d'une direction politique émanant du sein populaire et y étant redevable. La jeunesse étudiante, en 2005, planta la semence fertile de la plus grande grève étudiante que le Québec n'eut jamais connu jusqu'alors [88]. Rebelote au carré avec le Printemps érable de 2012 [89] dans le cadre du grand soulèvement mondial des printemps indignés.

Mais quel rendez-vous manqué avec le mouvement syndical ! En 2005, le Front commun du secteur public, pourtant en processus de grèves partielles d'une journée, refuse d'envisager une grève conjointe avec le mouvement étudiant [90]. Il capitulera sans combat à la loi spéciale de retour au travail [91]. En 2010, il s'entendra à rabais avec le gouvernement sans même tenter une seule journée de grève malgré une importante manifestation [92]. En 2012, malgré un appel d'un mouvement étudiant prenant tardivement conscience de la limite de la seule grève étudiante face à un gouvernement intransigeant [93] et malgré une pression de militants syndicaux du secteur public auprès de leur direction [94], le mouvement syndical refuse le relais de la « *grève sociale* » pour concrétiser dans la rue un mouvement sectoriel devenant de plus en plus général avec ses concerts de casseroles exprimant son rejet de la répression. Par rapport à la grève générale illimitée et illégale de 1972, quel revirement ! La pensée unique néolibérale et une génération de reculs étaient passées par là. Quant au mythe de la jeunesse nombriliste, il en a pris pour son rhume.

La question d'un million de dollars

Jusque qu'au début de ce siècle, le trio libération nationale, émancipation sociale et indépendance de classe n'est pas arrivé à marcher du même pas. Ne s'en dégage pas moins un fil à plomb. Pendant tout ce temps, la gauche politique a cherché à proposer des alternatives qui subordonnaient la résolution de la question nationale à la question sociale quand elle ne la niait pas complètement. Non seulement n'est-elle jamais parvenue à imposer un de ses partis comme parti de l'alternance mais ses tentatives partidaires restèrent minoritaires. La petite bourgeoisie nationaliste, adossée à la bourgeoisie, a toujours réussi à damer le pion à la gauche comme dirigeante du camp populaire. On note même une dialectique entre la nébuleuse nationaliste et celle de gauche. Quand la gauche anticapitaliste, toujours réduite, a pu bénéficier d'un bref moment de conjoncture favorable de bouillonnement social pour s'imposer à la gauche modérée, souvent pour tenter de construire un parti unitaire, la petite-bourgeoisie radicale a pu elle aussi s'imposer dans sa sphère quitte à emprunter des éléments du programme social de la gauche. Une fois commencé le reflux des luttes, la gauche modérée, qui s'accommode du capitalisme, rejetait ou marginalisait la gauche

anticapitaliste tout comme un phénomène semblable se produisait au sein du camp nationaliste.

Des temps d'exacerbation sociale combinant crise économique et crise nationale émergent de nouveaux partis politiques proposant de nouvelles orientations et de nouvelles stratégies. Se sont finalement imposés comme nouveau parti de l'alternance, dans le cadre du système uninominal à un tour qui n'a jamais été dépassé, des partis nationalistes composites en termes de couches sociales. Le but stratégique de la république indépendante vaincu de 1838, étouffé par la Confédération de 1867, d'abord bouillonne sous le couvercle, puis réapparaît en spasmes avant de s'imposer un siècle plus tard comme option politique avec le RIN. À chaque fois, la petite bourgeoisie nationaliste impose son hégémonie d'abord en empêchant l'émergence d'un parti nationaliste stable et durable, puis en le confinant à l'autonomisme et finalement en édulcorant l'indépendance en souveraineté-association référendaire devenu souveraineté-partenariat attendant le Godot des conditions gagnantes.

L'intensité de la crise sociale et politique au sortir de la Première guerre mondiale, plus grande que celle au sortir de la Deuxième guerre [95], posait pour la première fois depuis la révolte des Patriotes l'enjeu de l'indépendance sur fond de soulèvement social mais en l'absence de tout parti nationaliste ou de gauche. L'émergence d'un parti nationaliste vaguement réformiste [96] sur la fin de la Deuxième guerre se fait sur une base autonomiste. La révolution tranquille prolétarienne joint pour la première fois depuis 1838 émancipation sociale et libération nationale mais le national-populiste PQ tire le tapis sous les pieds de l'indépendance de classe. La grand frisson de 1995 vient à deux doigts de créer les conditions d'une dynamique permettant l'émergence d'un parti indépendantiste anticapitaliste.

Concluons par la question d'un million de dollars. Québec solidaire est-il ce parti de l'indépendance de classe qui sera mener à bien la synthèse finale entre libération nationale et émancipation sociale ? Suite au prochain article.

Marc Bonhomme, 7 juin 2014

www.marcbonhomme.com ; bonmarc videotron.ca

ANNEXE 1 : Le premier siècle après la défaite de la révolution nationale de 1837-1838

On ne saurait, pour débiter, passer sous silence, au moment de la Confédération, la lutte du « rouge » et, idéologiquement parlant, saint-simonien Médéric Lanctôt [97] qui fonda la première centrale ouvrière du Québec à Montréal à la fois pour défendre les intérêts politiques et sociaux de la classe ouvrière mais aussi comme base organisationnelle afin de s'opposer, lors de l'élection de 1867, au pacte confédératif [98]. Il faillit même l'emporter sur Georges-Étienne Cartier, le principal dirigeant confédératif au Bas-Canada devenu Québec, contre lequel il se présenta. Reste que la fondation du Canada, concoctée dans des sommets entre « pères de la Confédération », mis en place en trompant la nation en formation des Métis de la rivière Rouge par le faux don d'une province [99], fut une défaite d'un peuple « canadien » dont le noyau dirigeant s'annonçait déjà comme étant le prolétariat. La fondation du Canada marqua le déclin des « rouges » issus du mouvement des Patriotes et leur marginalisation au sein du Parti libéral. Il fallut attendre une génération pour que s'ouvre la véritable partie.

Lors des élections de 1886, sur fond de la grande crise économique 1874-1893 [100] au sein de laquelle prit corps la lutte pour la journée de travail de huit heures, la coalition Libéral/National d'Honoré Mercier [101], unissant Libéraux et Conservateurs dissidents, conquiert la majorité parlementaire sur la lancée de la massive mobilisation contre la pendaison de Louis Riel [102], chef politique des Métis et de leurs alliés autochtones écrasés par la nouvelle armée canadienne à la bataille de Batoche [103] dans l'actuel Saskatchewan.

Cette émergence nationaliste avait brisé l'hégémonie du parti Conservateur consolidée depuis avant la Confédération pour paver la voie à l'hégémonie Libérale jusqu'aux élections de 1936 après l'interruption de 1892-1896 due au scandale du chemin de fer de la Baie des Chaleurs. Ce scandale créa le contexte de la mise à l'écart de la grande alliance nationaliste comprenant jusqu'aux ultramontains pour en revenir à un Parti libéral recentré écartant définitivement les « rouges » et se distanciant d'avec l'Église sans toutefois se l'aliéner [104]. En parallèle, le Parti libéral fédéral prend le pouvoir à Ottawa en 1896. Le nationaliste Parti libéral/national marginalisa la politisation du mouvement syndical alors fortement influencé par les Chevaliers du Travail — l'ancêtre du Conseil du travail de Montréal fut fondé en 1886 — qui firent élire deux députés en 1888 (Ottawa) et en 1890 (Québec) vite récupérés par les Conservateurs fédéraux et les Libéraux québécois.

La deuxième période de cette première partie se joue dans la foulée de la répercussion mondiale de la révolution russe de 1905-06 alors que l'hégémonie Libérale est déjà forte. En 1906, le parti Ouvrier (PO) fondé en 1899 [105] et issu du mouvement syndical mieux organisé mais plus modéré, très momentanément allié à l'anticapitaliste Parti socialiste fondé en 1904 et dont Albert St-Martin [106] dirigeait la branche canadienne-française, fait élire un député montréalais à Ottawa grâce à la coopération des Conservateurs qui ne présentent pas de candidat. Un autre est élu en 1909 à Québec. Tous les deux seront vite sous l'influence des Libéraux après que les dirigeants syndicaux, dont Gustave Franck, contrôlant le PO eurent expulsé les militants du Parti socialiste en 1907 suite à la violente répression de l'imposante manifestation du premier mai dont celui-ci était l'organisateur.

C'est durant cette même période que s'affirme le Libéral dissident Henri Bourassa [107], fondateur du *Devoir*, opposé à la participation du Canada à la guerre des Boers en Afrique du sud et à l'anglicisation des écoles du Manitoba. Après avoir siégé comme Libéral indépendant à Ottawa avant de démissionner comme député, il défait en 1908 le Premier ministre du Québec dans sa circonscription comme candidat de la Ligue nationaliste canadienne (LNC). Le programme de ce parti est basé sur « *une "pensée sociale conservatrice teintée d'un certain progressisme"*. *Son nationalisme se veut pan-canadien, fondé sur la coopération entre Canadiens français et anglais ainsi que sur le respect de la dualité linguistique et religieuse.* » [108]. Ce parti remporte trois sièges en 1908, dont deux par Henri Bourassa, et un en 1912 avant de disparaître. Par la suite, la religiosité ultramontaine de Bourassa l'emporte sur son nationalisme canadien anti-britannique au point de se compromettre avec les Conservateurs qui avaient déjà auparavant favorisé la LNC.

La troisième période, alors que l'hégémonie Libérale sur le Québec est à son maximum, sera la dramatique crise de la conscription de 1917 qui se conjugait avec la répercussion mondiale de la révolution bolchevique. Cet épisode fut à l'origine de l'étonnante motion de décembre 1917 du député Libéral Francœur [109] au parlement de Québec réclamant ni plus ni moins que la séparation du Québec [110]. Cette motion, une manœuvre finalement retirée mais qui souleva la passion, fut la synthèse politique des questions nationale et sociale à leur paroxysme, combinant la crise de la conscription — le peuple de la ville de Québec affronta l'armée en mars 1918 pendant 4 jours au prix de quatre morts et 70 blessés [111] — et l'influence de la révolution d'Octobre qui allait, au Canada, mener à la prise de contrôle de la ville de Winnipeg par le prolétariat en 1919 [112]. Malgré de nombreuses manifestations de solidarité à travers le Canada, au lieu d'organiser une grève générale de solidarité contre la forte répression qui fit deux morts, la centrale

ouvrière canadienne relança le PO moribond qui ne put résister au Québec au balayage du Parti libéral fédéral qui s'était opposé opportunément à la conscription. Il aura plus de succès à Québec, avec près de 10% du vote populaire [113], mais ses trois élus passeront rapidement aux Libéraux.

Les socialistes non sectaires du Parti social-démocrate dans la tradition du dirigeant étasunien Eugene Debs, après avoir quitté le Parti socialiste qui avait rejeté le travail dans les syndicats suite à leur expérience malheureuse de collaboration avec les chefs syndicaux dans le PO de 1905-1907, reprirent du service lors du renouveau du PO de 1917-1921, puis après eux le Parti communiste (PC) fondé en 1921. Cependant, dans le reflux des années 20, les dirigeants du PO les expulsèrent en 1925 puis ce fut le PO lui-même, parce que jugé trop à gauche, qui se vit couper les fonds par le Conseil du travail de Montréal en 1929. Seul Albert St-Martin, pourtant fondateur de l'Université ouvrière, après la Première guerre, qui forma les premiers communistes francophones, refusa de rallier le nouveau PC à cause de son refus de reconnaître une section francophone en 1923 en plus d'être traité de « nationalisme chauvin ». Il en résulta que les Québécois francophones, en 1930, n'étaient qu'une cinquantaine sur 300 membres québécois du PC [114].

Au Canada anglais, contrairement au Québec, le Parti libéral a connu dans les années 1910 une longue éclipse suite à sa tentative prématurée de libre-échange avec les ÉU en 1911 et à sa tiédeur pour soutenir la grande guerre de l'Empire britannique [115]. Le belliciste et réactionnaire gouvernement de l'Union [116], dirigé par le Conservateur Borden, y facilita par réaction le rassemblement dans la rue de cette classe ouvrière fraîchement arrivée de l'Europe, dans la toute nouvelle métropole de l'Ouest canadien, avec ses traditions socialistes et déjà réunie dans le « One Big Union » [117] elle-même dérivée de l'influence des IWW [118], centrale syndicale étasunienne anarchiste à peu près complètement absente au Québec. Après le traumatisme pour elle de la grève générale de Winnipeg, la bourgeoisie canadienne favorisera le retour au pouvoir pour longtemps des Libéraux jusqu'en 1957, sauf la brève interruption de 1926 et celle de quatre ans au début de la grande crise de 1929. Ce n'est pas pour rien que le chef Libéral fut Mackenzie King [119], qui détient le record de longévité comme premier ministre, est un spécialiste des relations patronales-syndicales. Avec la crise de la conscription de la Deuxième guerre mondiale, la question nationale québécoise reprit son statut de clef de voûte de l'architecture politique canadienne. La direction des Libéraux fédéraux revint à des Québécois jusqu'à aujourd'hui à quelques courtes interruptions prêt.

Sources de l'annexe 1 :

Albert St-Martin, *militant d'avant-garde (1865-1947)*, Claude Larivière, Éditions Albert St-Martin, 1979

Canada-Québec, *Synthèse historique*, Lacoursière, Provencher et Vaugeois, Renouveau pédagogique, 1978

Histoire du mouvement ouvrier au Québec, coédition CSN et CEQ, 1984

Histoire du Québec contemporain, De la Confédération à la crise, Linteau, Durocher et Robert, Boréal, 1986

Les communistes au Québec, 1936-1956, Robert Comeau et Bernard Dionne, Presse de l'Unité, 1980

Partis politiques et comportement électoral au Canada, Bickerton, Smith et Gagnon, Boréal, 1999

ANNEXE 2 : Jours-personnes non travaillées au Québec en raison des arrêts de travail, 1946-2013

[Non reproduit ici, voir l'article original]

Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 278-0009

P.-S.

* <http://www.marcbonhomme.com/files/10027inde0301pendance002c-un-projet-global---alternatif.pdf>

* Outre le tableau de l'annexe 2, la version pdf originale comprend de nombreux liens actifs dans les notes.

Notes

[1] Manifestation au Forum de Montréal à la suite de la suspension de Maurice Richard, Bilan du siècle, Université de Sherbrooke.

[2] Paul Daoust, 17 mars 1955 : 50 ans plus tard - L'émeute au Forum, première révélation du mythe Richard, Le Devoir, 17/03/05 :
<http://www.ledevoir.com/sports/hockey/77198/17-mars-1955-50-ans-plus-tard-l-emeute-au-forum-premiere-revelation-du-mythe-richard>

[3] On se référera aux travaux statistiques de Charles Castonguay, par exemple son article le plus récent, Quel équilibre, monsieur Couillard ?
(<http://www.lautjournal.info/default.aspx?page=3&NewsId=5369>), L'Aut'Journal, 20/05/14 :
« Dans mon recueil de chroniques Le français dégringole paru en 2010, j'ai signalé que le XXI^e siècle s'est ouvert sur une note absolument inédite. Entre 2001 et 2006, le poids de l'anglais a légèrement progressé au Québec pour la première fois dans l'histoire des recensements. En même temps, le poids du français, langue maternelle comme langue d'usage, a essuyé un recul d'une ampleur jamais vue. [...] Les résultats de 2011 confirment en effet la nouvelle donne : l'anglais continue de progresser lentement et le français, de reculer rapidement. »

Il ne faut pas pour autant identifier existence nationale et langue nationale. La féroce oppression des peuples irlandais et mohawk les a anglicisés mais n'a en aucune façon édulcorer leur conscience nationale. Au contraire.

[4] Jessica Nadeau - Presse canadienne, Attentat au Métropolis lors du discours de Pauline Marois, Le Devoir, 5/09/12 :
<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/358496/attentat-au-metropolis-lors-du-discours-de-pauline-marois>

[5] Wikipédia francophone, Modification de la Constitution du Canada, consulté le 1/06/14 :
http://fr.wikipedia.org/wiki/Modification_de_la_Constitution_du_Canada

[6] Michel David, Les ardeurs refroidies, Le Devoir, 29/10/14 :

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/391203/les-ardeurs-refroidies>

[7] La Presse canadienne, Les députés fédéraux votent pour garder la loi sur la clarté référendaire, Le Devoir, 6/03/13 :

<http://www.ledevoir.com/politique/canada/372608/les-deputes-federaux-votent-pour-garder-la-loi-sur-la-clarte-referendaire>

[8] Université Laval, Le problème de la dénatalité au Québec, tableau 5.2 :

<http://www.axl.cefan.ulaval.ca/amnord/Quebec-3denatalite.htm>

[9] Les notes économiques, Institut économique de Montréal, La performance économique décevante du Québec au cours des vingt-cinq dernières années, mai 2007, figure 1. Bien sûr, ce n'est pas nécessairement vrai du PIB par habitant étant donné la croissance relativement lente à la fois du numérateur et du dénominateur (Pierre Fortin, La croissance économique est-elle plus faible au Québec qu'ailleurs au Canada ?, L'Actualité, 10/01/14). Reste que ce PIB par habitant est de 15% plus faible que celui canadien (Institut de la statistique du Québec, Le Québec chiffres en mains, édition 2014, page 44).

[10] Bertrand Schepper, Politiques industrielles : le Québec doit-il imiter le Canada ?, IRIS, 2/04/14 : Le mal hollandais affectant le Québec et l'Ontario est bien réel même s'il faut le distinguer de la baisse relative à long terme de la production manufacturière dans les pays de l'OCDE due à la croissance plus rapide de la production de services et, plus récemment, de la baisse absolue due à la concurrence des pays émergents (L'observatoire compétence-emplois, Déclin du secteur manufacturier au Québec et ailleurs, UQÀM, juin 2012)

[11] ATTAC-Québec, 10 raisons de voter contre Stephen Harper et les Conservateurs, sans date et Manon Cornéliier, Bilan conservateur - Un risque calculé ?, 26/06/12

[12] Alexandre Shields, Rapport du Conference Board - Le Canada, cancre en environnement, Le Devoir, 17/01/13

[13] Front d'action socialiste, Déclaration de principes : Ce nouveau groupe issu de la direction de l'ASSÉ du temps du Printemps érable ignore complètement la question nationale au diapason des groupes libertaires avec lesquelles ils sont en résonance.

[14] Manon Cornéliier, Revue de presse - Ouf !, Le Devoir, 8/09/12

[15] The Economist, « The separatists are back », 8/09/12 : L'hebdomadaire par excellence du capital financier mondial accorda toute une page, très commentée sur son site web, à la victoire pourtant toute relative du PQ en 2012.

[16] Richard Fidler, Michel Mill, 1944-1996, Socialist History Project, 1996 et 2004 : Le (re)-fondateur de la section québécoise de la Quatrième Internationale, un canadien-anglais qui s'est assimilé au peuple québécois, a mené une lutte féroce à la fin des années 60, jusqu'à la scission d'avec la section canadienne, pour faire de la lutte pour l'indépendance du Québec la clef de voûte stratégique de la révolution au Canada et pour l'autonomie de la section québécoise.

[17] L'annexe 1 couvre la période de la fondation de la Confédération et celle de l'Union nationale.

[18] Michel Sarra-Bournet, Duplessis, Maurice, Le Noblet, Dictionnaire biographique canadien,

2009.

[19] Wikipédia francophone, Action libérale nationale, consulté le 4/05/14.

[20] ALN se réclamait du nationalisme social mais corporatiste de l'École sociale populaire des Jésuites. Cette idéologie donna à l'UN, après l'avoir purgé les aspects progressistes « antitrust » utilisés pour gagner l'élection de 1936, les assises idéologiques de son anticommunisme et de son anti-syndicalisme virulents..

[21] Au moment du déclenchement de la guerre, l'UN avait eu le temps de d'arrêter l'important vêtement et du textile, par leurs grèves de 1934 et surtout de 1937, furent le fer de lance de la montée sociale. Côté action politique, les organisations anti-fascistes animés par le Parti communiste mobilisent contre Duplessis et pour l'Espagne : 15 000 personnes viennent entendre Norman Bethune à l'aréna Mont-Royal en 1937. Les suffragettes se mobilisent pour le droit de vote des femmes. L'UN répondit, en 1937, par la tristement célèbre « loi du cadenas ».

[22] Wikipédia francophone, Gouvernement d'Adélard Godbout (2), consulté le 4/05/14.

[23] Bilan du siècle, Crise de la conscription (Deuxième guerre mondiale), Université de Sherbrooke

[24] Bilan du siècle, Bloc populaire, Université de Sherbrooke : La crise de la conscription et l'insensibilité de la gauche politique à la question nationale favorisa l'émergence du Bloc populaire canadien (BPC), agréant d'anciens alénistes, dissidents Libéraux et nationalistes dont des syndicalistes catholiques. Le Bloc réussit à faire élire une poignée de députés à Québec et Ottawa lors des élections de 1944 et 1945 sur la base d'un programme à la fois familialiste et réformiste dont l'épine dorsale était nationaliste mais non indépendantiste.

[25] Jacques Rouillard, Histoire du syndicalisme québécois, Boréal, 1989, page 273 : « Alors que, pendant les années trente, le Québec enregistrait en moyenne 22 conflits par année, il en compte trois fois plus pendant la guerre. »

[26] Jacques Rouillard, Histoire du syndicalisme québécois, Boréal, 1989, page 274 : « L'intensité des conflits de travail s'amplifie après la guerre, d'autant plus que certains employeurs cherchent à revenir sur les concessions accordées auparavant... » Voir les grèves d'Asbestos (1949), de l'Alliance des professeurs catholiques de Montréal (1949), de la Dominion Textile (1952), de Murdochville (1957), des réalisateurs de Radio-Canada (1958) dans le Bilan du siècle, Université de Sherbrooke

[27] Robert Comeau et Bernard Dionne, Le droit de se taire, 1989, Les classiques des sciences sociales, Université du Québec à Chicoutimi : « Ce mouvement de squatters animé par Henri Gagnon en 1946-1947 fut très actif et spectaculaire ; Marc Choko dans son ouvrage Cent ans de crise du logement à Montréal rapporte que pas moins de 400 articles de journaux ont couvert ce mouvement populaire en moins d'un an. »

[28] Jean-Guy Vaillancourt, Deux nouveaux mouvements sociaux québécois : le mouvement pour la paix et le mouvement vert, 1981, Les classiques des sciences sociales, Université du Québec à Chicoutimi : « Vers le milieu des années cinquante, on a vu se développer au Québec un tel mouvement contre la bombe atomique et aussi contre les essais nucléaires dans l'atmosphère. Toutefois, dès la signature du traité d'interdiction des essais atomiques atmosphériques, en 1963, il y a eu baisse des activités des groupes de paix un peu partout en Occident, y compris au

Québec... »

[29] Bilan du siècle, Fondation de la revue "Cité Libre", Université de Sherbrooke.

[30] Gilles Laporte, Il y a 65 ans, le Refus global, Huffington Post Québec, 8/8/13

[31] Jacques B. Gélinas, Comment l'Action libérale nationale (ALN) de Paul Gouin s'est fait récupérer par Duplessis, À Babord, oct.-nov. 2004.

[32] La stratégie front populaire du Parti communiste (PC) l'amena à appuyer les Libéraux au nom de la lutte anti-fasciste lors de deux élections partielles en 1938 respectivement aux parlements d'Ottawa et de Québec. Pour ce parti surtout anglophone, y compris au Québec, Duplessis est un fasciste et même l'ALN est d'abord pro-fasciste malgré un changement de ton après la déconfiture unioniste de l'ALN et le tournant front populaire du PC. Pas question, bien sûr, de reconnaître le droit à l'autodétermination du Québec, même de le reconnaître comme une nation. Il y eut bien les dissidences d'Henri Gagnon (wikipédia francophone) et, jusqu'à un certain point de Stanley Bréhaut-Ryerson (wikipédia anglophone) mais ce fut trop peu trop tard. Notons aussi un éphémère groupe trotskyste qui faisait explicitement ce lien (Michel Mill, Aux origines du trotskysme au Québec, Gauche socialiste, été-automne 1989).

Le Cooperative Commonwealth Federation (CCF) prend la place du Part ouvrier au tout début des années 30. Ce parti au nom uniquement anglais — il ne se donnera un nom français au Québec uniquement en 1955, le parti Social-Démocratique — a ses assises principales dans l'Ouest ouvrier et agricole, héritier des séquelles de la grève générale de Winnipeg et de la gauche populiste des Fermiers unis. Au Québec, il est dirigé par des intellectuels anglophones issus de McGill. Comme le PC, il n'arrive pas à pénétrer le Québec populaire sauf sa partie anglophone concentrée à Montréal. (Histoire du mouvement ouvrier au Québec, coédition CSN et CEQ, 1984 et Les communistes au Québec, 1936-1956, Robert Comeau et Bernard Dionne, Presse de l'Unité, 1980)

[33] Geocodia, Taux de croissance du PIB canadien de 1961 à 2011 en volume, consulté le 5/06/14

[34] Dans le tableau à l'annexe 2 on constatera la montée des jours-personnes de grève de 1966 à 1976. Les pointes grévistes sont dues principalement aux syndicats du secteur public qui viennent de gagner leur droit à la grève. La première grande mobilisation se fera en 1969 suivi du premier et exemplaire Front commun de 1972 et celui plus divisé de 1976, ce à quoi il faut ajouter les grèves des postiers et des employés municipaux. Il ne faut pour autant perdre de vue les très nombreuses grèves du secteur privé dont celle du journal La Presse (1971) et celle longue et dure de la United Aircraft (1974-75) qui imposa par la suite la formule Rand et la loi anti-scab (Pierre Klépock, La grève de United Aircraft : unis contre United , Unité ouvrière) Notons aussi l'apparition et le développement des « comités de citoyens » à partir du milieu des années 1960 notamment sur la question du logement, de l'assistance sociale et des garderies. (Andrée Fortin, La participation : des comités de citoyens au mouvement communautaire, 1991, reproduit par Les classiques des sciences sociales, UQAC)

[35] Mathieu Noël, Le conflit linguistique au Québec, Musée McCord, consulté le 31/05/14

[36] Bilan du siècle, Entrevue avec René Lévesque (1984), Université de Sherbrooke : « Des gens nous disent aujourd'hui : « Où est-ce qu'il est rendu votre préjugé favorable aux travailleurs ? » Parce qu'on parle de plus en plus de l'entreprise. Il me semble que c'est pas une mutation exceptionnelle. Dans les bonnes années, avant la grosse crise, jusqu'aux années 1980-81,

l'entreprise se portait bien. On en parlait donc moins. Tout ce qu'elle demandait, c'était qu'on la laisse fonctionner. Donc le « préjugé favorable aux travailleurs » veut dire aujourd'hui la même chose même si on parle plus de l'entreprise. Ça n'a pas changé. Et quant à moi, le préjugé pour les travailleurs, ça concerne autant le petit épicier du coin - obligé de faire 10, 12 ou 14 heures avec sa femme pour gagner sa vie -, les gens au salaire minimum, aussi, qui arrivent tout juste à joindre les deux bouts, et les groupes organisés. Je ne vois pas pourquoi, dans une société civilisée., un État convenable ne s'occuperait pas d'abord des plus mal pris. Mais on est plus conscient maintenant qu'il faut mettre l'accent sur l'entreprise, le seul moteur important, si on veut créer de l'emploi. »

[37] Wikipédia anglophone, Étapisme, consulté le 5/05/14

[38] L'État-providence canadien entre en crise en 1975, ce qui provoqua la politique du contrôle des prix et des salaires pour venir à bout de la stagflation (résumé français de Paul D. Staudohar, *Effects of Wage and Price controls in Canada : 1975-1978*, Revue Relations industrielles, Université Laval, 1979). L'échec de cette politique et l'effet d'entraînement du choc néolibéral britannique et surtout étasunien en 1979-80 y précipita le Canada (Pierre Beaulne, *Les politiques néolibérales au Canada et la crise économique*, Nouveau cahier du socialisme, 30/08/11), ce qui créa les conditions de l'Accord de libre-échange Canada-ÉU de 1989 qui servit de modèle mondial (Wikipédia anglophone, *Canada-United States Free Trade Agreement*, consulté le 28/05/14)

[39] Guillaume Tremblay-Boily, *Front commun contre le gouvernement - La ronde de négociations*

de 1982-1983, Fondation Jean-Charles Bonenfant, avril 2011 : « En 1979, [...] le Conseil du trésor publie une étude affirmant que les employés du secteur public gagnent souvent beaucoup plus que ceux du secteur privé et Jacques Parizeau soutient qu'il est nécessaire de réduire cet écart pour redresser les finances publiques. Or, à l'approche du référendum, le gouvernement n'insiste pas trop sur cet aspect de la situation et les syndiqués du secteur obtiennent des gains. Au début des années 1980, la situation économique s'aggrave. Les taux d'intérêt augmentent de manière abrupte et "le chômage grimpe sensiblement jusqu'à atteindre des sommets inconnus depuis la grande dépression". Pour faire face à la crise, le gouvernement Lévesque convoque en avril 1982 un sommet économique au cours duquel il fait part aux acteurs présents de la nécessité de réduire les dépenses gouvernementales de 700 millions de dollars, en coupant drastiquement dans les services publics... ou en s'attaquant à la rémunération dans le secteur public. En réponse à ce qu'il perçoit comme un refus de la part des syndicats, le gouvernement dépose le projet de loi 70, qui fait subir aux salariés du secteur public une baisse de salaire de près de 20 % pendant les trois premiers mois de 1983.

Après l'adoption du projet de loi, les négociations se poursuivent sans qu'on parvienne à une entente. Elles se concluent en décembre par l'adoption de la loi 105, qui suspend le droit de grève et fixe par décret les conditions de travail de tous les employés des secteurs public et parapublic. [...] Seuls les enseignants poursuivent la grève, mais le gouvernement y met fin par la loi 111, une loi considérée comme plus sévère que toutes les lois antérieures en matière de relations de travail parce qu'en cas de non-respect, elle prévoit la possibilité de congédiements sans appel, de pertes d'ancienneté et de pertes de salaire ainsi que la suspension de la Charte des droits et libertés. De fait, la loi est dénoncée par le Barreau et la Commission des droits de la personne. » (notes non reproduites)

[40] Radio-Canada, *Tout le monde en parlait*, saison 2, épisode 11, Tout.tv : À la mi-mai 1972, lors de la grève publique-privée contre l'emprisonnement des trois chefs syndicaux du Front commun, les grévistes occupent brièvement certains postes de radio dans quatre villes (Thedford Mines, Sept-Îles, Sherbrooke, Sorel) qu'ils mettent en onde et prennent le contrôle de deux villes

(Port-Cartier et Baie-Comeau).

[41] Mathieu Pigeon, La révolution tranquille, Musée McCord, consulté le 28/05/14

[42] 42En 1969, la FTQ se donne un « Service d'action politique » tout comme la CEQ décide en « 1970 que "l'action sociale et politique" sera désormais une de ses priorités ». À la CSN, le virage s'amorce dès 1966 avec le rapport « "Une société bâtie pour l'homme" qui va dans le sens d'une critique du capitalisme. Il se poursuit au congrès de 1968 avec le rapport le "Deuxième front" [sous la responsabilité] du Service d'action politique de la CSN qui entend bâtir des comités d'action politique (CAP) non partisans... ». À la fin des années 60, les trois centrales tiennent des colloques conjoints sur l'action politique. Ils soutiennent le FRAP aux élections montréalaises de 1970 qui aurait pu faire un malheur n'eût été de la Crise d'octobre. Ils soutiennent aussi l'hebdomadaire Québec-Presse en 1969.

Le début des années 1970 voit la publication de manifestes radicaux. En 1971, la FTQ publie « "L'État, rouage de notre exploitation" [...] y dénonç[ant] l'État au service du capitalisme... ». La même et dans la même veine, la CSN publie "Ne comptons que sur nos propres moyens". En 1972, la CSQ récidive avec "L'École au service de la classe dominante". (Histoire du mouvement ouvrier au Québec, coédition CSN et CEQ, 1984, pages 240-246 et 284-288). On peut constater une radicalisation semblable du côté des « comités de citoyens » d'où sont issus des « comités d'action politique ».

[43] Le choix crucial s'est joué au congrès de 1955 de la nouvelle fédération québécoise apparentée au CIO étasunien, qui existera de 1952 à la fusion de 1957 avec la très conservatrice centrale liée à l'AFL qui était allée jusqu'à souvent appuyer l'UN. Ce congrès adopta un « Manifeste du peuple du Québec » qui préconisait le socialisme démocratique. Passant de la parole aux actes, le comité politique proposa la création d'un parti ouvrier « distinctement québécois » avec un programme proche de celui du CCF mais organisationnellement indépendant de celui-ci. Cette proposition est rejetée à 61% et l'appui au CCF est maintenu. Les membres de ce comité et d'autres forment alors la « Ligue d'action socialiste » qui convainc la centrale d'appuyer le « Rassemblement » de la « gauche démocratique » anti-UN.

Mais peu après, ce Rassemblement éclate sur la question de l'admission des Libéraux en son sein. Pierre-Elliott Trudeau, de Cité libre, et Jean Marchand, alors secrétaire de la centrale catholique qui deviendra la CSN en 1960, deux piliers du Rassemblement, feront la carrière que l'on sait chez les Libéraux fédéraux. La centrale fusionnée, qu'on nomme FTQ, et la CSN en viennent rapidement à appuyer officiellement ou officieusement le CCF au fédéral, qui se transformera en NPD en 1961 comme parti organiquement lié à la centrale pan-canadienne, la CTC, tout comme l'était le PO du début du siècle mais avec une direction politique distincte des chefs syndicaux. Au Québec, ce sera finalement l'appui « critique » au PLQ qui s'imposera (Histoire du mouvement ouvrier au Québec, coédition CSN et CEQ, 1984, pages 201-202).

[44] Jean-François Nadeau, Le RIN, 50 ans plus tard, Le Devoir, 2/03/13

[45] Le RIN paraissait en mesure de devenir l'alternative politique comme le laissait entrevoir tant son membership de 14 000 membres. Il était autant un parti de l'urne — un score électoral de près de 6% aux élections de 1966 — que de la rue — rappelons « l'émeute qui a transformé la St-Jean-Baptiste en fête nationale » (Jean-Claude Germain, Le Devoir, 21/06/03).

[46] Radio-Canada, Crise d'octobre, le Québec sous tension, You Tube, 15/10/09

[47] Wikipédia francophone, Gouvernement René Lévesque, consulté le 28/05/14 et Louis Bernard, La stratégie du « bon gouvernement » est dépassée, Le Devoir, 11/04/14.

[48] Radio-Canada, Marois prône la « gouvernance souverainiste », 30/05/09

[49] Wikipédia francophone, Souveraineté-association, consulté le 28/05/14

[50] Wikipédia francophone, Parti socialiste du Québec, consulté le 28/05/14

[51] Information fournie à l'auteur par un ancien membre du PSQ.

[52] Louis Fournier, Quand les jeunes étaient souverainistes... , Le Devoir, 16/05/14 : À l'inverse du RIN pour qui la social-démocratie n'était qu'une tactique, le PSQ resté trop dépendant de l'influence social-démocrate et marxiste anglophone, ne comprit pas l'importance stratégique de la revendication de l'indépendance malgré une aile indépendantiste en son sein provenant entre autre du groupe Action socialiste pour l'indépendance du Québec fondé en 1960.

[53] François Moreau, Bilan de l'extrême-gauche au Québec, Socialist History Project, 1986 : Ces partis, « au nom de l'unité de la classe ouvrière », rejetaient la revendication de l'indépendance, sans compter leur appui critique à l'impérialisme étasunien au nom de la lutte contre le « social-impérialisme » et leur mode de fonctionnement ultra-verticaliste, sexiste et homophobe, ce qui enlevait toute crédibilité à leur critique pertinente du caractère bourgeois du PQ.

À mon avis, le succès de ces organisations auprès de la jeunesse soixante-huitarde tient au manque de tradition marxiste au Québec dû au chauvinisme national des organisations canadiennes s'en réclamant jusqu'alors, au mode de pensée métaphysique hérité de la forte domination idéologique de l'Église catholique ce qui conduisait à substituer Marx, Mao ou Staline à Dieu, le tout combiné à la popularité conjoncturelle de la « révolution culturelle » maoïste au même moment où se déployait la « révolution tranquille » prolétarienne.

[54] Jean-Guy Vaillancourt, The new socialist mouvement in Quebec, a report, Studies in political economy, 1982 : rédigé au moment où le MS était à son zénith. Le MS, issu du « groupe des cent », se revendiquait d'un programme indépendantiste, socialiste et pour l'égalité femme/homme. Son arrivée non seulement une fois le PQ bien en selle au sein du mouvement syndical et populaire, malgré le coup fourré de 1982, mais au début du démobilisant ressac néolibéral qui marquait la sévère crise économique du début des années 80 le condamnera à n'être qu'un feu de paille sans lendemain en ces temps de démobilisation générale post-maoïste. Prétextant les dégâts de l'entrisme maoïste, le MS intervint peu dans le mouvement social et même commença par refuser l'action électorale avant de s'y résigner une fois amorcée sa période de déclin. Sa direction issue de cadres du mouvement syndical/populaire et du milieu universitaire lui conféra un caractère bureaucratique anti-communiste. Elle finit par persuader la base d'expulser ses militants trotskystes qui avaient pourtant dissous leur organisation, le pluralisme des tendance étant interdit, tout en assurant une grande partie de la militante.

[55] Pierre de Bellefeuille, Boisclair, le beau risque, Le Couac, 2006

[56] Wikipédia francophone, Charte de la langue française, consulté le 6/05/14

[57] Denis Lessard, Accord du lac Meech, les acteurs se souviennent, La Presse, 18/06/10

[58] La Presse canadienne, Décès d'Elijah Harper, symbole de la lutte autochtone au Canada, Le Devoir, 17/05/13. Le cadeau empoisonné des anciens territoires de la compagnie de la Baie d'Hudson au nord de l'ex Bas-Canada à la province fédérale du Québec en 1898 et 1912 (Wikipédia francophone, District de l'Ungava) combiné avec la juridiction des provinces sur les

ressources naturelles créent mille et un litiges entre le Québec et les nations autochtones, en particulier ceux concernant l'aménagement hydroélectrique de la Baie James, ce à quoi s'ajoute l'incompréhension due à l'anglicisation de plusieurs « réserves » du sud du Québec dans le cadre de la loi fédérale des Indiens.

[59] Bilan du siècle, Motion visant à faire résilier l'appui de Terre-Neuve à l'accord du lac Meech, Université de Sherbrooke. Tant le litige de la frontière du Québec avec le Labrador terre-neuvien (Wikipédia francophone, Frontière entre le Québec et Terre-Neuve-et-Labrador) que celui dû à l'achat quasi gratuit d'une grande quantité d'hydroélectricité du fleuve Churchill au Labrador par Hydro-Québec jusqu'en 2041 (Pierre-Olivier Pineau, Hydroélectricité : Il est temps pour le Québec et Terre-Neuve d'enterrer la hache de guerre, L'idée fédérale, 03/12) rendent systématiquement conflictuelles les relations entre ces deux nations-provinces voisines

[60] Patrick Couture (republiquelibre.org), De Meech à Charlottetown, consulté le 2/05/14

[61] Robert Dutrisac, Il y a 25 ans, la nuit des longs couteaux - Une Constitution inachevée, Le Devoir, 4/11/06

[62] Wikipédia francophone, Charte canadienne des droits et libertés, consulté le 12/05/14

[63] ASSÉ, Recueil de textes sur l'histoire du mouvement étudiant québécois, 2005 : « 1988 (décembre) - La cour suprême du Canada invalide le chapitre de la loi 101 portant sur l'affichage commercial. Ce qui déclenche une vague de protestation significative, en particulier parmi les étudiantes et les étudiants. »

[64] Discours de Jean Duceppe lors de la St-Jean-Baptiste de 1990, You Tube, 24/08/12 : moins pour le discours typiquement nationaliste, quoique l'indignation y soit palpable, que pour jauger de visu l'importance de la foule, de l'ordre de grandeur des grandes manifestations du Printemps érable sinon davantage. Mais ici il s'agit d'une fête-manifestation.

[65] Wikipédia francophone, Crise d'Oka, consulté le 8/05/14

[66] Note biographique sur Jacques Parizeau, Les classiques des sciences sociales, UQAC : « Sa première élection à la tête des troupes péquistes s'avère un échec. Il devient chef de l'Opposition officielle le 28 novembre 1989. C'est à ce titre qu'il multiplie les déclarations incendiaires dénonçant la "mollesse" du gouvernement de Bourassa et appelant l'armée canadienne à intervenir pour mettre fin par la force au soulèvement d'un groupe de mohawks lors de la Crise d'Oka en octobre 1990, contribuant ainsi à creuser le fossé entre nations autochtones et nationalistes québécois. »

[67] John Ciaccia, La crise d'Oka, miroir de notre âme, Léméac (passages) : Comme Ponce-Pilate, le gouvernement Libéral, à travers son ministre des Affaires autochtones, se lave les mains de toute responsabilité sur le dos de la Sûreté du Québec.

[68] Regroupement de solidarité avec les Autochtones, Le procès des Mohawks, CIDMAA, 1992, page 16. Dans la majorité des compte-rendus, il est rarement mentionné que c'est un bataillon francophone qui fut déployé en première ligne à Kanehsatake, et il est encore moins question des rapports de la crise d'Oka avec celle du Lac Meech.

[69] Jean-François Lisée, Meech 9. Le PQ dans le piège de Bourassa, blogue de l'Actualité, 21/06/10

- [70] Pierre Dubuc, 20 après Meech : Retour sur l'échec de la Commission Bélanger-Campeau, L'Aut'Journal, 21/06/10
- [71] Jean Dion, Les liasses de signatures s'empilent rapidement en faveur d'un référendum, Le Devoir, 15/08/92
- [72] Jean-H. Guay, Le patronat, une année de crainte, L'année politique au Québec, 1990-1991, Université de Montréal
- [73] Wikipédia francophone, Élections générales québécoises, consulté le 9/05/14
- [74] Wikipédia francophone, Bloc québécois, consulté le 9/05/14
- [75] Bilan du siècle, Publication du rapport de la Commission nationale sur l'avenir du Québec, Université de Sherbrooke
- [76] Denis Monière, La démarche référendaire · Le Québec face à son destin, L'année politique au Québec, 1994-1995, Presse de l'Université de Montréal.
- [77] Radio-Canada, Le référendum de 1995, consulté le 12/05/14
- [78] Radio-Canada, Lucien Bouchard, l'expérience péquiste, consulté le 11/05/14
- [79] Ghislaine Raymond, Le « partenariat social » et le sommet socio-économique de 1996, Archipel, UQÀM, consulté le 12/05/14
- [80] Wikipédia francophone, Loi sur la clarté référendaire, consulté le 2/05/14
- [81] Pierre Drouilly, Le référendum du 30 octobre 1995 : une analyse des résultats, L'année politique au Québec, 1995-1996, Presse de l'Université de Montréal
- [82] Radio-Canada, Les dix derniers sondages, consulté le 11/05/14
- [83] Pierre Drouilly, Le référendum du 30 octobre 1995 : une analyse des résultats, L'année politique au Québec, 1995-1996, Presse de l'Université de Montréal
- [84] Radio-Canada, Love-in à Montréal, 4/01/10
- [85] Michèle Asselin, Une histoire brève de la Marche mondiale des femmes, édition APTS, CSD, CSQ, FIQ, SFPQ, SPGQ
- [86] Radio-Canada, Tout le monde en parlait, Première émission - Québec ville assiégée, Deuxième émission - Le Sommet des Amériques et le Sommet des peuples
- [87] Claireandrée Cauchy, La plus grosse manifestation de l'histoire du Québec, Le Devoir, 17/02/03
- [88] Wikipédia francophone, Grève étudiante québécoise de 2005, consulté le 2/05/14
- [89] Marc-Olivier Bherer, Les fruits du « printemps érable », Le Monde, 7/04/13

[90] Claude Rioux, On peut rêver, À Babord, été 2005 : « ...d'une part, l'ASSÉ a boudé par purisme la Coalition des cégeps regroupant l'ensemble des syndicats de l'enseignement et, d'autre part, les fédérations n'avaient aucune intention d'opérer une alliance qui aurait pu nuire à leur "visibilité médiatique"... Ronald Cameron, président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), affirme que "jonction n'est pas nécessairement synchronisme" et qu'il faut plutôt envisager une "lutte à relais" où le mouvement étudiant passe le flambeau aux syndicats de l'enseignement et de la fonction publique. »

[91] Radio-Canada, La loi spéciale adoptée, 16/12/05 et Marc Bonhomme, La concertation jusqu'à la capitulation, blogue de l'auteur, 20/12/05

[92] Radio-Canada, Québec et le Front commun s'entendent, 25/06/10 et Marc Bonhomme, L'entente pourrie Front commun—gouvernement, blogue de l'auteur, 20/09/10

[93] Gabriel Nadeau-Dubois, Pour un front commun de lutte, Presse-toi-à-gauche, 12/06/12 : « ...le cul-de-sac actuel s'explique peut-être en partie par la stratégie volontaire de certaines organisations étudiantes de mettre de côté l'aspect profondément politique de la lutte actuelle, allant jusqu'à demander aux grandes centrales syndicales de limiter leur appui à la sphère financière et logistique. "C'est le combat des étudiants" a-t-on dit à l'époque. Quelle erreur. La timidité du mouvement syndical à se rapprocher de la frange combative du mouvement étudiant explique quant à moi en partie la situation actuelle. Pourtant, seul le mouvement étudiant progressiste, combatif et démocratique est réellement porteur de changement social. »

[94] René Charest, C'est le temps de faire du syndicalisme autrement !, Presse-toi-à-gauche, 15/05/12 : « [Au congrès CSN du printemps 2012], une membre du syndicat du CHUM est venue défendre une proposition pour une grève sociale contre les mesures néo libérales du gouvernement Charest. Elle n'a même pas terminé son intervention que la salle s'est levée. Ovation debout rien de moins ! Deux ou trois délégués de l'appareil CSN (conseil central et FNEEQ) sont venus défendre la position. Ensuite, Pierre Patry, membre de l'exécutif, est venu défendre cette position, en donnant les indications suivantes : on supporte les étudiants et ensuite on débat sur le mandat de la grève sociale. Le lendemain, le nouveau président, Louis Roy, lance le mot-d'ordre de discuter dans les lieux de travail de la nécessité d'une grève sociale. Depuis, nous n'avons entendu aucun écho au mot-d'ordre de grève sociale. »

[95] Au Canada, et on présume au Québec, la Première guerre comparée à la Deuxième causa plus de morts (67 000 contre 42 000) et surtout de blessés (173 000 contre 50 000) pour une population moindre sans compter les victimes de la grippe espagnole de 1918-19 (50 000). Le ressentiment anti-britannique était plus fort que 25 ans plus tard où il était contrebalancé par un sentiment anti-fasciste. La crise économique de 1919-1921 n'a pas eu d'équivalent après 1945, malgré une sérieuse crise du logement, car le laisser-faire avait laissé la place au début de l'implantation de l'État-providence. (Wikipédia francophone (Première et Seconde guerre) ; GrandQuebec.com (Grippe espagnole) ; Lacoursière, Provencher et Vaugeois, Canada-Québec, Synthèse historique, Renouveau pédagogique, 1978, pages 496 et 534-535 (économie))

[96] Bilan du siècle, Bloc populaire, Université de Sherbrooke : « Certaines orientations provoquent de profondes divergences, sur le plan des nationalisations à envisager par exemple. On le constate en 1944 alors que des éléments progressistes - Paul Gouin, Philippe Hamel, René Chaloult - , identifiés à la ville de Québec, claquent la porte. » C'est donc dire qu'à son zénith, le Bloc perd son aile gauche aléniste.

[97] Le vieux Gustave, Chronique notre histoire syndicale, Le Monde ouvrier, 01-02/09

[98] Wikipédia francophone, Confédération canadienne, consulté le 4/06/14

[99] Wikipédia francophone, Rébellion de la rivière Rouge, consulté le 6/06/14

[100] Jean-Marc Daniel, Le krach de 1873 et la « grande dépression », Le Monde, 14/06/13

[101] Pierre Dufour et Jean Hamelin, Honoré Mercier, Dictionnaire biographique du Canada, 1990

[102] Patrick Couture (republiquelibre.org), 1885 : Montréal au bord de la guerre ethnique, consulté le 6/06/14

[103] Wikipédia francophone, Bataille de Batoche, consulté le 4/06/14

[104] Ce recentrage fit du Parti libéral le parti de la grande bourgeoisie canadienne dont le centre névralgique était alors à Montréal d'où l'inféodation du parti provincial à celui fédéral jusqu'à dans les années 1950. Sa longévité gouvernementale de quarante ans généra sa corruption systémique dont sut profiter le Parti conservateur de Maurice Duplessis devenu Union nationale suite à son absorption des réformateurs issus du Parti libéral en 1936. Le déplacement du cœur financier du capital canadien de Montréal à Toronto a poussé/obligé le Parti libéral du Québec à ensuite s'autonomiser du grand frère fédéral d'où un vernis nationaliste limité par sa composante anglophone et l'apparition d'une aile nationaliste à géométrie variable d'où a émergé, lors des crises nationales, le PQ que le contexte de la révolution tranquille prolétarienne a forcé à prendre un visage de gauche et l'ADQ à l'époque du néolibéralisme triomphant.

[105] Unité ouvrière, Fondation du parti ouvrier du Québec (POQ), consulté le 4/06/14

[106] Wikipédia francophone, Albert St-Martin, consulté le 5/06/14 : cette brève biographie donne une idée de l'ampleur de sa militance et de la tragédie de la fin de sa vie mais elle est déficiente pour le mettre dans le contexte de son époque, particulièrement dans celui de la gauche canadienne et québécoise. Albert St-Martin est, à mon avis, de loin le militant anticapitaliste québécois le plus important du début du vingtième siècle de par sa militance et le plus pertinent théoriquement de par sa juste compréhension de l'articulation entre question nationale et question sociale ce qui l'a conduit à refuser d'adhérer au nouveau Parti communiste et de ce fait, pour certains analystes, à passer pour un libertaire.

[107] Réal Bélanger, Henri Bourassa, Dictionnaire biographique du Canada, 2009

[108] Bilan du siècle, Ligue nationaliste, Université de Sherbrooke

[109] Bilan du siècle, Annonce de la motion Francœur, Université de Sherbrooke

[110] Selon l'historien Maurice Séguin, Lionel Groulx, le maître à penser du courant nationaliste de l'entre deux guerres, devint momentanément « séparatiste » suite à la crise de la conscription. (Rond-Point, Lionel Groulx, consulté le 5/06/14)

[111] Bilan du siècle, Manifestation contre la conscription à Québec, Université de Sherbrooke

[112] Le musée canadien des civilisations, La grève générale de Winnipeg

[113] Parti ouvrier, Quebecpolitique.com, consulté le 5/06/14

[114] Eric Blanc, Lessons from the Russian Revolution : « National struggles by oppressed peoples are generally progressive », ESSF, 5/06/14 : Il y a un parallèle frappant entre la position d'Albert St-Martin et la critique par les « marxistes des frontières » du centralisme politique et organisationnel des bolcheviques, tout au moins ceux d'avant 1917. Ce qui expliquerait selon l'auteur la faiblesse relative de l'influence bolchevique chez les peuples non russes de l'empire tsariste au moment de la révolution d'Octobre mais ce qui n'a pas empêché la majorité de ces groupes d'appuyer activement cette révolution. Toute chose étant égale par ailleurs, le Canada et la Russie tsariste (et l'URSS stalinienne) ne sont-ils pas des prisons des peuples ?

Au Canada, cette question n'a jamais été réglé par aucun courant se réclamant du marxisme. Après la fondation, en 2002, de l'UFP aujourd'hui partie prenante de Québec solidaire, la branche québécoise du PCC s'en est séparée sur la question de l'appui à l'indépendance. Lors de sa crise finale menant à sa dissolution en 1982, les membres du plus important parti maoïste, à 80% francophone, ont réalisé que leur direction ne comportait aucun francophone. L'actuelle section canadienne de la Quatrième Internationale n'est que québécoise.

La faiblesse historique des courants marxistes au Canada et au Québec s'explique, à mon avis, par leur incapacité de centrer leur stratégie sur le pivot de la dynamique de l'ensemble des contradictions sociales du Canada, soit la question nationale québécoise et à en tirer les conclusions programmatiques et organisationnelles qui s'imposent.

[115] A city goes to war, Élections de 1911 - Réciprocité, sans date

[116] John English, Gouvernement de l'Union, Encyclopédie canadienne, 2006

[117] D.J. Bercuson, One big union, Encyclopédie canadienne, 2006

[118] A. Ross Maccormack, Industrial Workers of the World, Encyclopédie canadienne, 2006

[119] H. Blair Neatby, William Lyon Mackenzie King, Encyclopédie canadienne, 2008